

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Ile de France-Gif sur Yvette

Avenue de la Terrasse 91198 GIF SUR YVETTE Cedex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur :

C.N.R.S

Délégation Ile de France Gif-sur-Yvette

Avenue de la Terrasse

91198 GIF SUR YVETTE Cedex

Objet de la consultation :

Travaux d'aménagement intérieur liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien pour les unités de recherche et services du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

Table des matières

GLOSSAIRE	5
1. OBJET DE LA CONSULTATION	8
2. RECOURS A L'ACCORD CADRE	8
2.1 DECOMPOSITION DU MARCHE.....	8
3. LIMITE DE PRESTATION	8
4. DESCRIPTION DU PERIMETRE	8
5. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE	8
6. RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET LE TITULAIRE	8
6.1 PRÉSENTATION DES INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE	9
6.2 PRÉSENTATIONS DES INTERLOCUTEURS DU CNRS	9
7. ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	10
7.1 SUJETIONS GENERALES D'EXECUTION	10
7.2 ETENDUE DE LA PRESTATION	10
8. DEROULEMENT, SUIVI ET PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE	12
8.1 REUNION DE LANCEMENT ACCORD-CADRE	12
8.1.1 Documents à fournir par le titulaire :	12
8.1.2 Documents à fournir par le CNRS	12
8.2 PREMIERE REUNION DE SUIVI D'ACTIVITE	12
8.2.1 Documents à fournir par le titulaire	12
8.2.2 Document à fournir par le CNRS (si existant).....	13
8.3 STATISTIQUES/REPORTING	13
8.4 PILOTAGE DES PRESTATIONS	13
8.4.1 Généralités	13
8.4.2 Délais d'intervention pour l'établissement de l'offre :	14
8.4.3 Organisation des prestations :	14
8.5 RECEPTION DES TRAVAUX	15
8.5.1 Opération préalable à la réception :	15
8.5.2 Documents à fournir à la réception des prestations	15
8.6 GARANTIE DE L'ENTREPRISE	15
8.7 EXPERTISES	16
8.8 SOUS SECTION 4.....	16
9. QUALIFICATION DU PERSONNEL	16
10. LOCAUX MIS A DISPOSITION DU PERSONNEL.....	16
11. NORMES ET REGLEMENTS APPLICABLES	16
11.1 GENERAL.....	17
11.2 PAR METIER.....	17
11.3 INTERVENTION EN SOUS SECTION 4	17
11.4 SPECIFICITES CNRS	17

12.	HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT	17
12.1	GÉNÉRALITÉS	17
12.2	PLANS DE PRÉVENTION	17
12.3	AMIANTE ET PLOMB	18
12.3.1	Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante	18
12.3.2	Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante	18
12.3.3	Conditionnement et transport des déchets amiantes	18
12.4	INTERVENTIONS SUR DES MATERIAUX, MATERIELS OU EQUIPEMENTS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE LA PEINTURE AU PLOMB	19
12.5	PROTECTION DES TRAVAILLEURS	19
12.6	SÉCURITÉ	19
12.7	MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	20
12.8	FORMATION, HABILITATION ET AUTORISATION DE CONDUITE	20
12.9	GESTION DES DECHETS	20
12.10	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	21
13.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA QUALITE	21
13.1	QUALITES D'EXECUTION	21
13.2	EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE	22
14.	GENERALITES	22
14.1	PRIX UNITAIRES ET MATERIEAUX	22
14.2	NORMES ET REGLEMENTS	23
14.2.1	DTU et Normes	23
14.2.2	Objectif acoustique	23
14.3	INSTALLATION PROVISOIRE	23
15.	CLOISONS PERIPHERIQUES	23
15.1	CLOISONS EN CARREAUX DE PLATRE	23
15.2	CLOISONS EN PLAQUES DE PLATRE CARTONNEES BA13	24
15.3	ISOLATION THERMIQUE PAR L'INTERIEUR (ITI)	25
16.	CLOISONS SEPARATIVES	25
16.1	CLOISONS PLEINE TOUTE HAUTEUR	25
16.2	BLOC-PORTE ÂME PLEINE A PEINDRE	26
16.3	BLOC-PORTE ÂME PLEINE STRATIFIE	26
16.4	Oculus	27
17.	FAUX-PLAFONDS	27
17.1	PLAFOND SUSPENDU FIBRE MINERALE	27
17.1.1	Plafond suspendu en dalle de fibre minérale – type « base »	27
17.1.2	Plafond suspendu en dalle de fibre minérale – type M0	28
17.1.3	Plafond suspendu en dalle de fibre minérale – type phonique	28
17.2	DALLES DE PLAFONDS	29

17.3	ISOLATION THERMIQUE	29
17.3.1	Panneaux d'isolant	29
17.3.2	Projection	29
17.4	FAUX PLAFOND EN PLAQUE DE PLATRE	30
17.5	FAUX-PLANCHER TECHNIQUE	30
17.5.1	Dalle de plancher surélevée brute	30
17.5.2	Dalle de plancher surélevée stratifiée.....	30
18.	CARRELAGE INTERIEUR	31
18.1	CARRELAGE EN GRE CERAME	31
18.2	PLINTHES EN GRE CERAME	32
18.3	FAÏENCE EN GRE CERAME.....	32
19.	MARCHE SUBSEQUENT	32
20.	TAUX DE REMISE	33
21.	TABLE DES ANNEXES	33

A

ACERMI :	Association pour la Certification des Matériaux Isolants
AEV :	Résistance des menuiseries Air Eau Vent
AFNOR :	Association française de normalisation
AR :	Accusé de réception
ATEC :	Avis technique

B

BPU :	Bordereau des Prix Unitaires
BRH :	Brise-roche Hydraulique

C

CACES :	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
CCAP :	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP :	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CEE :	Certificats d'Economies d'Energie
CF :	Coupe-feu
CTB :	Correspondant Techniques du Bâtiment
CNRS :	Centre National de la Recherche Scientifique
CPA :	Ciment Portland Artificiel
CSTB :	Centre Scientifique et Technique du Bâtiment
CVC :	Chauffage, Ventilation et Climatisation

D

DAAT :	Diagnostic Amiante Avant Travaux
DAS :	Dispositif Actionné de Sécurité
DC4 :	Déclaration de sous-traitance
DIN :	Deutsches Institut für Normung
DOE :	Dossier des Ouvrages Exécutés
DR04 :	Délégation Régionale Île-de-France Gif sur Yvette
DTA :	Dossier Technique Amiante
DTU :	Document Technique Unifié

E

EB :	Classement des locaux humides
EC2 :	Normes de dimensionnement Eurocodes
EPC :	Équipement de protection collective

EPI : Equipement de protection individuelle

EPI : Etablissement Recevant du Public

F

FD : Fiche de Dysfonctionnement

G

H

I

J

K

L

M

MAP : Mortier Adhésif Placoplatre

MDF : Medium Density Fiberboard

MOA : Maîtrise d'ouvrage

N

NF : Norme Française

O

OPPBTP : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux
Publics

OPR : Opérations Préalables à la Réception

P

PAQP : Plan d'Assurance Qualité Particulier

PCS : Poste Central de Sécurité

PGC : Plan général de coordination

PV : Procès-verbal

PVC : Polychlorure de vinyle

Q

R

S

SNFQ : Syndicat français des fabricants de quincailleries

STL : Service Technique et Logistique

T

U

UPEC : Classement pour la qualité de revêtement de sol

V

VAT : Vérification Absence de Tension

W

X

Y

Z

ZRR : Zone à Régime Restrictif

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent document a pour Objet de présenter les différents travaux d'aménagement intérieur liés à des opérations de rénovation, de réaménagement et d'entretien pour les unités de recherche ou de service du CNRS de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

Le contenu détaillé de ces travaux est décrit dans les chapitres suivants.

2. RECOURS A L'ACCORD CADRE

Dans ce chapitre sont décrits les ayants droits au présent accord-cadre en fonction des différents travaux compris dans le présent document.

Les unités et services de la DR04 peuvent recourir à l'accord cadre

2.1 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché sera représenté par un accord-cadre.

Les travaux concernent les domaines suivants :

- Cloisonnement,
- Isolation,
- Carrelage,
- Faux-plafonds,
- Faux plancher.

3. LIMITE DE PRESTATION

Les travaux de peinture et de revêtements de sols ne sont pas inclus au périmètre.

4. DESCRIPTION DU PERIMETRE

La délégation Île-de-France Gif-sur-Yvette assure le suivi et la gestion de 135 unités de recherche et de service, implantées sur 12 communes : Bures-sur-Yvette, Cachan, Châtenay-Malabry, Chatillon, Evry, Fontenay-aux-Roses, Gif-sur-Yvette, Guyancourt, Jouy-en-Josas, Orsay, Palaiseau et Versailles.

La délégation représente 15% du patrimoine bâti du CNRS (soit 168 000 m² SDP) comprenant notamment un parc de 70 logements.

Les disciplines du CNRS fortement représentées dans la circonscription sont : la biologie, la chimie, les mathématiques, l'informatique, la physique, les sciences de la terre et de l'univers. En complément des locaux relevant du code du travail, des installations scientifiques spécifiques (laboratoires à risques biologiques ou radioactifs, animaleries, salles blanches...) ou des unités avec des zones à régime restrictif, ce patrimoine comprend actuellement huit bâtiments relevant de la réglementation des établissements recevant du public et deux installations classées pour la protection de l'environnement.

5. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

En cours de marché, le nombre d'unité pouvant bénéficier de l'accord-cadre peut être modifié, en plus ou en moins notamment dans le cadre de l'ouverture du périmètre de la circonscription à de nouveaux bâtiments et site ou encore dans le cadre de la suspension de l'exploitation de bâtiments ou site.

6. RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET LE TITULAIRE

6.1 PRÉSENTATION DES INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE

Pour l'accord-cadre, le Titulaire retenu désigne :

Un chargé d'affaire : (contremaitre –conducteur de travaux)

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à désigner un chargé d'affaire qui est l'interlocuteur privilégié du CNRS. Il assure le **suivi contractuel** entre le responsable du Service Technique et Logistique du CNRS ou son représentant et les intervenants du Titulaire. Il rend compte mensuellement de la réalisation des tâches effectuées dans le but d'assurer un suivi précis et une optimisation permanente de ses prestations. Il participe aux réunions périodiques et ponctuelles organisées par le CNRS ou tout représentant des Laboratoires. Pour chaque projet, le chargé d'affaire désigné doit :

- Proposer une offre conforme aux exigences du présent document ou de la demande de prestation (notamment la fourniture des fiches techniques matériaux),
- Participer aux visites préalables et au plan de prévention.
- Fournir un planning de d'intervention et les moyens humains qui sont mis à disposition.

Responsable technique : encadrement de chantier (chef de chantier) (chef d'équipe qui encadre l'équipe intervenante)

Le titulaire s'engage à désigner en sus du chargé d'affaire de son accord cadre, un responsable technique pour **l'encadrement de chantier** qui est l'interlocuteur privilégié du STL de la délégation et de tous demandeurs de prestation pouvant avoir recours à son accord-cadre.

A chaque demande de prestations le responsable technique désigné doit :

- Participer aux visites préalables permettant d'une part d'appréhender au mieux l'environnement pour l'établissement de l'offre et d'autre part quand cela est nécessaire affiner le plan de prévention,
- Faire appliquer les consignes nécessaires au bon déroulement du chantier,
- Respecter le planning des travaux

Il veille au quotidien, au respect des règles de sécurité et notamment à l'application des moyens de protection et de prévention définis dans les plans de prévention.

Selon la nature des prestations, le responsable technique doit également gérer les interfaces avec les différents interlocuteurs du CNRS concernés.

En cas d'absence ou de changement de responsable technique en cours de travaux, son remplaçant devra être formé et informé aux spécificités du ou des chantiers (accès, planning, détail des travaux,...) sans quoi des pénalités forfaitaires seront appliquées comme précisé au CCAP.

Gestion des équipes du Titulaire :

Le Titulaire doit être particulièrement attentif au bon transfert d'informations sur le fonctionnement et les procédures en vigueur lors de l'arrivée d'un nouvel élément au sein des équipes en place.

Pour toutes les prestations confiées au Titulaire, le CNRS exige un suivi du planning d'exécution (fourni par le CNRS) qui doit prendre en compte les compétences techniques indispensables et les périodes de congés.

6.2 PRÉSENTATIONS DES INTERLOCUTEURS DU CNRS

Responsable du Service Technique et Logistique de la délégation ou son représentant :

Interlocuteur principal du présent accord-cadre, il assure le suivi des travaux du Titulaire ou de ses intervenants. Il est le référent technique vers lequel le Titulaire se tourne pour toute demande d'information technique et/ou organisationnelle.

Il est l'un des interlocuteurs pouvant être à l'origine d'une demande de diagnostic avant travaux.

Directeur de laboratoire ou son représentant :

Le directeur de laboratoire désigne un agent de son unité qui le représente dans le suivi des prestations de l'accord-cadre. Celui-ci peut être issu du domaine technique (CTB, Responsable technique), administratif (Administrateur, gestionnaire), préventeur (Assistant de Prévention) ou scientifique. Ce représentant accompagne le Titulaire pour toute intervention dans le laboratoire.

Les bâtiments ont une activité, notamment scientifique, permanente. Le Titulaire peut être amené à attendre l'autorisation donnée par le directeur de l'Unité inspectée, ou son représentant, pour effectuer les travaux.

Assistants de prévention (AP) :

Les assistants de prévention de chaque unité peuvent être consultés par le Titulaire pour des questions relevant de la prévention de risque.

7. ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

7.1 SUJETIONS GENERALES D'EXECUTION

Tous les travaux s'entendent complètement exécutés et parfaitement finis selon les finitions qui auront été choisies. En conséquence, le Titulaire doit tous les travaux et fournitures nécessaires à leur bonne et entière réalisation. Il ne peut jamais arguer des erreurs ou omissions à ses plans et devis, ainsi qu'à ceux des concepteurs, qui puissent faire l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le fait pour le Titulaire d'accepter, sans rien changer, les prescriptions des documents techniques leur ayant été remis, ne peut atténuer en quoi que ce soit leur pleine et entière responsabilité de prestataire.

En toute circonstance, le Titulaire demeure seul responsable de tous les dommages ou accidents causés à des tiers lors ou par suite de l'exécution des travaux résultant de leur propre fait ou de leur personnel.

Le Titulaire s'engage à définir, dès notification de l'accord cadre, une liste des personnels pour lesquelles il souhaite faire une demande d'autorisation d'accès aux Zones à Régime Restrictif (ZRR) de la circonscription, pour traitement par les unités concernées. La liste doit comprendre pour chacune des personnes : Nom, Prénom, société et adresse de courrier électronique de la personne ou celle d'un référent (pouvant se substituer au demandeur pour le renseignement du dossier de demande d'autorisation).

Le Titulaire retransmet également à ses sous-traitants éventuels l'ensemble des exigences décrites dans ce présent document et engagent leur responsabilité vis-à-vis du pouvoir adjudicataire quant à leur application.

7.2 ETENDUE DE LA PRESTATION

Le Titulaire est tenu, par la mission de conseil qui lui est dévolue en raison de sa qualification professionnelle, à l'obligation de réalisation complète des travaux, en stricte conformité avec les règles de l'art en vigueur et normes.

La prestation du Titulaire et des sous-traitants éventuels comprend, de façon non limitative :

- La soumission à l'approbation du Maître d'Ouvrage de toute modification éventuelle envisagée de travaux.
- Le signalement de toutes les erreurs ou omissions constatées sur les documents remis pour l'établissement de son étude.

- La réalisation des études d'exécution, y compris note de calcul, métrés, plans, etc.
- La mise à jour des plans ou leur création si ceux-ci sont inexistant.
- Les échafaudages, moyens de levage particuliers jusqu'à une hauteur d'assise de 3 m et la fourniture des certificats de conformité.
- La reconnaissance des supports avec les préconisations et solutions envisagées
- La remise des documentations techniques et fiches produits (FDES, FDS), échantillons des différents matériaux et produits mis en œuvre avant les prestations.
- La conduite et la surveillance des travaux.
- Un contrôle interne de leurs travaux dont ils doivent pouvoir rendre compte en permanence au CNRS.
- La dépose des anciens matériaux si cela est nécessaire, la mise en œuvre des nouveaux jusqu'à la complète réalisation de l'ouvrage.
- La présence aux réunions, visite de site, visite d'inspection commune et toute autre entrevue spécifique sur demande expresse du CNRS.
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la manutention, la mise en œuvre, la pose et le réglage de tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux (y compris le repli des installations provisoires).
- Les protections de quelques natures qu'elles soient évitant les détériorations des lieux avant et pendant les prestations.
- Toutes les dispositions réglementaires de protection, sécurité et signalisation, tout au long des travaux et jusqu'à leur réception.
- Le repliement de tous les matériels et matériaux.
- La réalisation de tous les travaux décrits ou non mais néanmoins nécessaires pour une exécution totale et parfaite des installations et des travaux demandés.
- Le maintien en parfait état de propreté des locaux concernés par les prestations et des voies d'accès empruntées.
- Le tri et l'évacuation des déchets.
- Les ouvrages de toutes nature de raccordement, de jonction ou d'habillage avec les installations adjacentes à ses travaux, compatibles avec les supports en place et visuellement identiques.
- Le remplacement, aux frais du Titulaire, des équipements ou installations détériorées pendant les travaux. Les matériaux et matériels de substitution ont au moins de qualité identique à ceux endommagés.
- Le nettoyage quotidien de tout le périmètre d'intervention en cours et à la fin de l'intervention, l'enlèvement des protections temporaires, à une date qui doit être précisée par le CNRS.
- Le nettoyage et entretien des accès
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs installations en fin de prestation et après la réception.
- Les fiches de nuisances travaux (poussières, odeurs etc.)
- Les contrôles internes de conformité à la réglementation.
- Les opérations préalables à la réception (OPR).
- La levée de toutes les réserves après réception (dans un délai de 10 jours ouvrés) des installations et pendant la période de garantie contractuelle.
- La prise en charge et mise en œuvre des essais réglementaires, contractuels ou demandés par le CNRS.
- L'établissement du dossier de fin de travaux DOE et la fourniture des FDS.

- la charte graphique utilisée par le CNRS pour intégration dans la gestion de patrimoine du centre, et ce pour tous les travaux sur demande du CNRS.

8. DEROULEMENT, SUIVI ET PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

8.1 REUNION DE LANCEMENT ACCORD-CADRE

Dans les 3 semaines suivant la notification, une réunion de lancement est organisée par le Service Technique et Logistique sur le site de Gif-sur-Yvette avec l'ensemble des intervenants du Titulaire retenu et le pôle achat du cnrs. À l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le CNRS et un Plan de Prévention est initié.

8.1.1 Documents à fournir par le titulaire :

La liste définie ci-après n'est pas exhaustive. Il convient au Titulaire de transmettre tout autre document qu'il juge nécessaire.

- Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP).
- L'assurance décennale à jour pour les prestations périmètre du Marché,
- La liste des sous-traitants pour agrément.
- La liste des personnels intervenants ainsi qu'un organigramme fonctionnel.
- Un prototype de tableau de bord.

Pour information : le tableau de bord comprendra par site, puis par unité administrative, subdivisé par bâtiment, les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- Le numéro devis, date de création et nature de la prestation.
- Date de demande du devis par le CNRS et date de sa transmission
- Total HT et TTC
- Numéro de commande CNRS, date sa de création et fin prévisionnelle de l'intervention
- Numéro de facture et sa date de facturation

Les indicateurs du tableau de bord seront figés dès la réunion de lancement. Le Titulaire peut proposer d'autres éléments à reporter.

8.1.2 Documents à fournir par le CNRS

- Liste des contacts CNRS,
- Présentation de l'implantation géographique des unités de la circonscription.
- Tableau T0.
- Modalités de déclaration d'accès ZRR.

8.2 PREMIERE REUNION DE SUIVI D'ACTIVITE

Cette réunion se déroule au plus tard trois semaine après la réunion de lancement et permet de finaliser certains points évoqués lors de celle-ci. La récurrence des entrevues de suivi d'activité est fixée au mois par la suite. A l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le CNRS.

8.2.1 Documents à fournir par le titulaire

La liste définie ci-après n'est pas exhaustive. Il convient au Titulaire de transmettre tout autre document qu'il juge nécessaire.

- Le tableau To remplis
- Le Plan de Prévention signés par le titulaire et tous ses sous-traitants.
- La version finale du tableau de bord.

8.2.2 Document à fournir par le CNRS (si existant)

- Dossiers Techniques Amiante (DTA).

8.3 STATISTIQUES/REPORTING

Une réunion mensuelle entre le pouvoir adjudicataire et le Titulaire est mise en place ; le relevé de décisions est à la charge du CNRS.

Le Titulaire fournit chaque mois au CNRS :

- Un tableau de bord des affaires en cours avec indicateurs tel que respect des délais de remise de devis, état des devis et de la facturation, l'évolution du nombre de demandes d'interventions par semaine, le type de demande (unités, services ou Titulaire) et les prestations hors BPU récurrentes. Un modèle de ce tableau est transmis au Titulaire par le CNRS.
- La liste des nouveaux personnels à habilitier « ZRR »
- Les propositions d'évolution du BPU.
- Les déclarations de sous-traitants.

Ces éléments sont à transmettre au CNRS au plus tard dans les huit (8) premiers jours du mois suivant (version informatique exploitable et modifiable).

Au cours de ces réunions de suivi de l'accord cadre sont abordés tous les problèmes rencontrés tant par le Titulaire que par le CNRS.

8.4 PILOTAGE DES PRESTATIONS

8.4.1 Généralités

A l'exception des interventions dans le cadre de travaux urgents de sécurité, l'Entreprise réalise habituellement ses prestations en jours ouvrés (du Lundi au samedi), dans la plage horaire 8H00 à 18H00.

Les prestations dues par le Titulaire concernent les demandes de l'ensemble des unités de recherches (laboratoires) et de services de la délégation Ile-de-France Gif sur Yvette du CNRS.

Le présent accord-cadre se base notamment sur les BPU fournis en annexe de l'acte d'engagement.

Les listes définies ci-après ne sont pas exhaustives. Il convient au Titulaire de transmettre tout autre document qu'il juge nécessaire.

L'acceptation par le CNRS du projet présenté ainsi que tous les calculs, dessins, graphiques et courbes s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité du Titulaire.

Durant cette phase d'exécution, le Titulaire doit être en mesure de présenter les échantillons des matériels à la demande du pouvoir adjudicataire.

Le Titulaire argumente ses choix techniques selon des axes de performances définis par le CNRS.

Aucun changement aux prestations retenues ne peut être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

8.4.2 Délais d'intervention pour l'établissement de l'offre :

Le Titulaire dès qu'il est sollicité par mail a maximum 2 jours ouvrés pour se déplacer sur site afin d'estimer les travaux. Ce délai peut être prolongé à la demande du CNRS. Le laboratoire et le Titulaire conviennent ensemble d'un rendez-vous pour venir visiter le site et établir un devis.

Le Titulaire suite à cette visite a maximum 5 jours ouvrés pour transmettre l'offre.

8.4.2.1 Documents à fournir par le CNRS

- Un descriptif du besoin.
- Les plans des bâtiments, des locaux.
- Le(s) Dossier Techniques Amiante (DTA) et Diagnostic Technique Avant Travaux (RAAT).
- Les modalités d'accès, de circulation et règles de sécurité liés à la nature des locaux visités et aux activités exercés
- Plan de repérage réseau (si besoin).

8.4.2.2 Documents à fournir par le titulaire :

- les fiches techniques des matériaux utilisés et PV de tenue au feu à partir d'un organisme agréé.
- les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (à la demande du CNRS)
- Les fiches de données de sécurité des matériaux utilisés.
- Un délai d'intervention établi conjointement puis repris dans le devis suite à réception de la commande. Ce délai ne devra pas dépasser 15 jours calendaires maximum pour tout travaux.
- Une durée d'exécution estimée comprenant la période de préparation, d'approvisionnement.
- Les plans d'exécution avec les coupes, profils et détails nécessaires.
- Une offre sous forme de devis
- Les études d'exécution = les métrés

8.4.3 Organisation des prestations :

Les délais d'exécution des prestations sont définis selon trois types par le CNRS :

1. Urgences sous 4h pour des désordres impactant les personnes ou les biens (mise en sécurité immobiliers, process scientifiques). Le délai démarre dès réception de l'information par mail de la part du CNRS.
2. Exécution sous 2 semaines maximum en jours ouvrés pour toutes interventions ne nécessitant pas d'approvisionnement de matériel. Le délai démarre à la réception, par le Titulaire, d'un ordre de service (OS) émis par le CNRS
3. Exécution programmée supérieure à 2 semaines en jours ouvrés. Ces travaux nécessitent un approvisionnement de matériel et / ou l'organisation avec les services du CNRS pour tenir compte d'autres travaux ou de contraintes d'exploitation. Dans ce cadre, le Titulaire doit fournir le planning de son intervention suite à réception de l'OS lors d'une réunion de démarrage organisée par le CNRS sous 2 semaines. Toute évolution du planning sera concertée de manière bilatérale.

8.4.3.1 Eléments à fournir par le Titulaire

A cette occasion, le titulaire, figurera ses interventions en fournissant les éléments suivants sous un délai d'1 semaine avant le début des travaux :

- Impact de l'intervention sur les autres intervenants (en Marché ou non) du CNRS
- Les plannings d'étude, de commande et d'approvisionnement.

- La logistique d'approvisionnements.
- Les plans d'exécution avec les coupes nécessaires pour faire apparaître les détails,
- Les plans de percement.
- Les notes de calculs.
- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes du matériel, les divers agréments (CSTB ...).
- La liste des personnels et leurs qualifications.
- Les procès-verbaux de tenue au feu établis par un laboratoire agréé.

8.4.3.2 Documents à fournir par le CNRS

- Certificat de consignation.
- Diagnostic amiante
- Certificat de décontamination ou non contamination.
- Le PGC. (si besoin) .

8.5 RECEPTION DES TRAVAUX

8.5.1 Opération préalable à la réception :

Le CNRS organise pour chaque travaux une opération préalable à la réception. Lors de cette entrevue le titulaire du marché et la personne en charge des travaux définiront conjointement la finalité des travaux et s'il y a lieu les réserves et le délai de leurs levées. Néanmoins le délai de levée des réserves ne pourra pas excéder 10 jours calendaires.

8.5.2 Documents à fournir à la réception des prestations

Le titulaire doit fournir au plus tard pour le jour de la réception le Dossier d'Ouvrage Exécuté. Celui-ci devra comprendre au minimum les éléments suivants :

- les fiches techniques des matériaux utilisés et PV de tenue au feu à partir d'un organisme agréé.
- les fiches de sécurité de sécurité des matériaux utilisés.
- Les fiches d'entretiens des matériaux utilisés
- Les plans exécutés.

8.6 GARANTIE DE L'ENTREPRISE

Le CNRS se réserve le droit de procéder, pendant la période de garantie, à toute nouvelle série d'essais qu'il juge nécessaire, après avoir averti l'Entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'Entreprise est tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menues interventions. Elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

L'Entreprise dispose d'un délai de quinze jours calendaires, sauf accord contraire avec le pouvoir adjudicataire, pour remédier aux désordres dès notification de ceux-ci ; passé ce délai, le CNRS peut faire exécuter par un tiers ces demandes d'interventions aux frais, risques et périls de l'Entreprise défaillante.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- Les prestations d'entretien normal ainsi que les matières consommables.
- Les réparations qui sont les conséquences d'un abus d'usage.

- Les dommages causés aux tiers.

8.7 EXPERTISES

Le Titulaire doit, sur demande du CNRS, définir, étudier et budgétiser des prestations concernées par le présent marché.

Ces demandes n'aboutissent pas à la passation de commande mais permettent au CNRS de budgétiser les prestations à venir sur son patrimoine.

8.8 SOUS SECTION 4

Le Titulaire peut avoir à intervenir sur des supports nécessitant une habilitation en sous-section 4 (cf article 12.3). L'évaluation du coût d'intervention s'établit selon un forfait/homme.

Ce forfait comprend notamment la fourniture des EPI, tout moyen de protection permettant d'intervenir selon Décret n°96-98 du 7 février 1996 et la gestion des déchets via une filière agréée y compris la fourniture d'un BSDA.

9. QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le Titulaire affecte des ouvriers et techniciens qualifiés de technicité requise, détaillée par la suite en fonction des aspects, pour effectuer les prestations qui lui sont confiées. Le Titulaire atteste par écrit et nommément, de la qualification et de l'expérience de chacun des collaborateurs (personnel d'exécution et d'encadrement, bureau d'études) qu'il envisage d'affecter au CNRS, pour la réalisation de la prestation. Le CNRS donne son approbation et peut demander au Titulaire de remplacer un personnel dont la compétence ou la conduite n'est pas satisfaisante.

L'encadrement du personnel sur site, lors de l'exécution des prestations, est défini dans les parties concernant les différents aspects de l'accord-cadre. La personne à charge veille à la bonne exécution des prestations et à l'approvisionnement régulier et approprié en matériels.

Le titulaire met à la disposition de son personnel affecté tout moyen humain ou technique lui permettant de comprendre les directives, les consignes particulières et les règles de sécurité qui leur sont communiquées lors de l'exécution de l'ensemble des travaux. Les personnels affectés doivent également porter une tenue identifiable et le logo du Titulaire de façon visible.

Tout intervenant, expert ou sous-traitant participant à la mission s'engage à respecter une stricte confidentialité sur l'ensemble des informations transmises par le titulaire et mises à la disposition de celui-ci, et plus particulièrement celles relatives aux unités et bâtiments qu'il sera amené à connaître dans le cadre de la mission.

10. LOCAUX MIS A DISPOSITION DU PERSONNEL

Le titulaire dispose d'un accès au Restaurant du personnel (il paie ses repas au prix du tarif extérieur) du site de Gif-sur-Yvette.

Les accès aux sanitaires, vestiaires et douches ainsi que les possibilités de restauration seront définies dans le cadre de l'établissement du plan de préventions annuel

Une zone de stockage provisoire pendant les travaux peut être mise en place pour le stockage de la matière première.

11. NORMES ET REGLEMENTS APPLICABLES

11.1 GENERAL

Le Titulaire se conforme à la Réglementation Française applicable à la date d'exécution des travaux et pour les prestations en question, au code du travail, à la réglementation hygiène et sécurité, au code de l'environnement...

11.2 PAR METIER

Sauf indications contraires ou complémentaires au présent accord-cadre, les prestations doivent toujours respecter les règles de l'Art et toutes les normes en vigueur à la date d'intervention.

11.3 INTERVENTION EN SOUS SECTION 4

Arrêté du 23 Février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

11.4 SPECIFICITES CNRS

Le Titulaire doit également se conformer au plan de prévention fourni par le CNRS.

12. HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

12.1 GÉNÉRALITÉS

Le Titulaire chargé de la réalisation des visites doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date des visites.

Le Titulaire concerné doit veiller à l'application stricte des dispositions d'hygiène et de sécurité et exercer une surveillance continue lors de ses interventions afin d'éviter tous accidents aux intervenants travaillant sur site ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le site et à celles qui sont étrangères à celui-ci.

Les visites devant être réalisés dans un établissement en activité, le Titulaire chargé de la réalisation de la prestation doit se conformer intégralement aux dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail (deuxième partie: Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

De plus, il est également tenu de se conformer à toutes dispositions complémentaires qui sont éventuellement jugées, par le Service Technique et Logistique, utiles à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, la mise en œuvre et l'application de telles dispositions complémentaires étant ensuite à l'entière responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans ses interventions ou le fait de ses agents peuvent causer à toutes personnes en général. Il s'engage à garantir éventuellement le pouvoir adjudicataire contre tout recours qui peut être exercé contre lui du fait de l'inobservation par lui, de l'une quelconque de ses obligations.

12.2 PLANS DE PRÉVENTION

Conformément aux Décret n°92-158 du 20 février 1992, le Titulaire s'engage à procéder systématiquement, avec un représentant de l'entreprise utilisatrice et préalablement à l'exécution de ses opérations, à une visite d'inspection commune des lieux de travail visant à identifier les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels de chacun. A la suite de la notification du marché, une première visite d'inspection commune est réalisée dans le but d'établir un plan de prévention annuel définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir les risques récurrents. Ce plan de prévention annuel peut être complété par un plan de prévention ponctuel dans les cas suivants :

- Interventions spécifiques non cadrées dans le plan de prévention annuel.
- Interventions dans des locaux ou sur des terrains dont le CNRS n'est pas propriétaire.

- Interventions avec un(des) sous-traitant(s) non déclaré(s) dans le plan de prévention annuel.

Le Titulaire se doit d'informer ses intervenants et ses sous-traitants des mesures définies dans le plan de prévention, et veille au respect de celles-ci.

12.3 AMIANTE ET PLOMB

12.3.1 Dossiers techniques et diagnostic amiante et plomb avant travaux

Au titre de l'Article R.4511-8 du Code du Travail, le CNRS s'engage à informer le titulaire de toute présence avérée ou suspectée d'amiante et ou de plomb et de lui transmettre les rapports de Diagnostic Amiante et Plomb, Avant Travaux.

12.3.1 Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

Le Titulaire se verra confier des opérations relevant de la sous-section 4 du Décret N°2012-639 du 4 mai 2012

A ce titre, le Titulaire doit être détenteur des attestations de compétence, triennales en cours de validité, pour intervenir en sécurité sur des matériaux contenant de l'amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012.

Le Titulaire doit justifier :

- De la formation obligatoire de 5 jours pour les personnels d'encadrement et 2 jours pour les personnels opérateurs (répondant aux modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante définies dans l'arrêté du 23 février 2012).
- De l'élaboration d'un mode opératoire spécifique à chaque type d'intervention (*exemples d'intervention*).
- De la bonne transmission de chacun des modes opératoires à l'inspection du travail ainsi qu'au service de prévention de l'organisme de sécurité sociale (CRAM), conformément à l'article R. 4412-147 du Code du Travail (joindre les accusés de réception ou tous autres documents prouvant l'envoi des modes opératoires à ces organismes).

Pour rappel, conformément à l'article R. 4412-148 du code du travail, lorsque la durée prévisible de l'intervention est supérieure à cinq jours, le Titulaire sera tenu de transmettre à l'inspection du travail et au service de prévention de l'organisme de sécurité sociale du lieu de l'intervention :

- Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention.
- La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement de travail du lieu de l'intervention.
- Les dossiers techniques amiante (DTA) et/ou les rapports de diagnostic amiante avant travaux (DAAT) fournis par le donneur d'ordre.
- La liste des travailleurs impliqués. Cette liste mentionne les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs et les dates de visite médicale.

12.3.2 Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions définies dans le Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

12.3.3 Conditionnement et transport des déchets amiantes

Le traitement des déchets en provenance de l'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante devra se faire dans le plus strict respect de la réglementation en vigueur.

12.3.3.1 Conditionnement des déchets amiantés :

Les déchets provenant des interventions doivent être considérés selon qu'ils sont susceptibles de libérer des fibres d'amiante ou non.

- Déchets de type 1

Conformément à la circulaire du 19 juillet 1996, les déchets tels que filtres à poussières usagés, masques et vêtements jetables, cartouches filtrantes, déchets issus du nettoyage comme les débris et les poussières, et d'une manière générale tous les produits d'aspect pulvérulent sont susceptibles de libérer des fibres, sont placés dans un emballage spécifique « amiante » et confiés sans délai à un centre de collecte spécialisé ou un centre de stockage de classe 1 en vue de leur élimination.

- Déchets de type 2

Conformément à la circulaire du 9 janvier 1997, les déchets de matériaux tels que plaques ondulées, produits plans, plaques (supports de tuiles, « ardoises » en amiante-ciment), tuyaux, gaines, etc., mélange résultant de la stabilisation au ciment des poussières recueillies, sont considérés comme des déchets inertes et peuvent être placés dans des centres de stockage autorisés.

12.3.3.2 Transport des déchets amiantés :

Le transport des déchets amianté devra se faire conformément à l'Arrêté du 11 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

- Chargement et déchargement

Lors des opérations de chargement et de déchargement des déchets, les salariés doivent avoir à disposition des EPI présentant les mêmes caractéristiques que pour les opérations de dépose.

- Transport

Lors du transport, les déchets amiantés doivent être recouverts par une bâche et les véhicules équipés conformément à la réglementation en vigueur.

- Bordereau de suivi des déchets

Le « Bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante » (BSDA) doit être établi par le titulaire après acceptation du centre d'élimination ou de stockage, et transmis au CNRS pour signature, préalablement au début de l'opération.

12.4 INTERVENTIONS SUR DES MATERIAUX, MATERIELS OU EQUIPEMENTS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE LA PEINTURE AU PLOMB

Le Titulaire doit être certifié pour effectuer les prélèvements sur des éléments contenant de la peinture au plomb.

12.5 PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions définies dans le Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Il s'engage également à mettre en œuvre les dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés au plomb.

12.6 SÉCURITÉ

Les agents du Titulaire doivent porter une carte d'identité professionnelle et une tenue permettant

d'identifier clairement l'entreprise.

Ils doivent utiliser les accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs interventions et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Le Titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés. Un plan de prévention est établi lors de la prise d'effet du contrat.

Il doit informer sans retard le responsable technique du CNRS ou son représentant ainsi que le représentant du directeur du laboratoire, de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Si un fait anormal quelconque intéressant l'installation, objet du présent marché, vient à se produire, toutes les dispositions sont prises par le STL ou le représentant du directeur du laboratoire en question pour en interdire l'usage ou en suspendre le fonctionnement et pour en informer immédiatement le titulaire.

12.7 MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Sauf dispositions contraires, le Titulaire fournit les équipements de protection individuelle définis dans le plan de prévention et nécessaires à la réalisation des prestations, y compris pour les opérations effectuées en zone réglementée/confinée. Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants fournissent à leurs personnels intervenants les EPI nécessaires.

Le Titulaire doit utiliser son propre matériel. Le prêt de matériel au Titulaire par le personnel du CNRS est formellement interdit. Seules sont fournies par le CNRS les sur-chaussures jetables et les blouses utilisées lors de l'accès dans certaines zones confinées.

12.8 FORMATION, HABILITATION ET AUTORISATION DE CONDUITE

Le Titulaire et ses sous-traitants mettent en place sur les postes de travail qui le nécessitent des personnels formés sur les précautions à prendre pour assurer leur protection et celle des autres travailleurs présents. Pour accéder aux zones à régime restrictif (ZRR), le Titulaire reçoit par les unités les consignes lui permettant de faire des demandes d'autorisation d'accès en zone ZRR après la notification du marché. Après avis favorable, les autorisations d'accès aux ZRR sont envoyées au Titulaire ; l'instruction de ces demandes, par le service du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS), peut prendre jusqu'à 2 mois. Les contraintes d'accès en ZRR sont spécifiées dans le CCAP.

Ils tiennent à la disposition du CNRS les justificatifs de formations, les autorisations de conduite et titre d'habilitation exigées par la réglementation pour la réalisation de la prestation.

Le Titulaire et ses sous-traitants tiennent à la disposition du CNRS les justificatifs de formations, les autorisations de conduite et titre d'habilitation exigées par la réglementation et définis dans le plan de prévention pour la réalisation de la prestation. Il doit notamment disposer pour le personnel intervenant des certifications diagnostics plomb et amiante ainsi que les justificatifs des formations de sensibilisation aux risques liées à l'exposition au plomb et à l'amiante.

12.9 GESTION DES DECHETS

Tous les ouvrages déposés font l'objet d'un tri sélectif conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire doit l'évacuation via des filières de retraitement adaptées de tous ses déchets générés.

Le Titulaire a l'obligation dans la gestion des déchets de :

- fournir toutes les informations nécessaires à la mise en place de la gestion des déchets
- sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage de chaque chantier, et régulièrement pendant son déroulement,
- sensibiliser également aux modalités de collecte (ex: non mélange, lieux de stockage

intermédiaire aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres aux travaux,

- maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge,
- trier (ou non mélanger) les déchets et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets.
- fournir les bordereaux de suivi de traitement des déchets.

Sur le chantier, il est strictement interdit de :

- brûler les déchets,
- d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en-dehors, les déchets,
- recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés,
- déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

12.10 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire doit obligatoirement fournir les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaire, en cas de demande du CNRS, où devront notamment apparaître :

- Les caractéristiques du produit : constituants principal (matières premières, éventuelles substances dangereuses...), produits complémentaires pour la mise en œuvre, emballages,
- L'unité fonctionnelle du produit et sa durée de vie ;
- Le profil environnemental : ensemble d'indicateurs environnementaux calculés sur l'ensemble du cycle de vie du produit ;
- L'identité de l'émetteur de la FDES.

Il devra utiliser des produits dont l'étiquetage des matériaux de construction, sur leur émission de polluants volatils, a été créé suite au grenelle de l'environnement.

Dans le cadre de l'organisation des travaux, le titulaire doit établir des schémas d'organisation concernant :

- Le respect de l'air par le chantier.
- Le respect de l'insertion du chantier sur un site.
- Le respect des émissions sonores et olfactives

13. DISPOSITIONS RELATIVES A LA QUALITE

13.1 QUALITES D'EXECUTION

Le Titulaire doit faire référence aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de la consultation pour toutes les spécialités mises en œuvre et doit s'y conformer.

Le Titulaire doit proposer une fourniture et une mise en œuvre totale et parfaite, suivant les règles de l'art et les normes en vigueur.

Le Titulaire est réputé connaître les obligations et responsabilités qui découlent pour lui de l'application de la réglementation. Les travaux sont exécutés en respect des règles de l'art pour tous les métiers concernés.

13.2 EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE

Le Titulaire doit mettre en place une démarche qualité globale ainsi que la prise en compte des aspects environnementaux pour les prestations du présent accord-cadre.

Sans que cela soit limitatif le Titulaire doit :

- Privilégier le choix de partenaires locaux dans le cadre d'appel à des compétences complémentaires ou spécifiques,
- S'orienter vers des produits responsables tant dans l'achat de produit et pièces de rechange que de petites fournitures,
- Limiter les déchets d'activité,
- Prendre en compte la gestion de l'énergie et de l'eau (ne pas gaspiller l'eau, éteindre systématiquement les lumières des locaux inoccupés, ...),

Le Titulaire devra présenter au démarrage du marché les actions et référentiels et les actions qui seront mise en place dans le cadre du présent marché. Cette démarche peut se baser sur des référentiels d'Assurance Qualité répondant à l'esprit de l'ISO 9001 et ISO 14001.

14. GENERALITES

14.1 PRIX UNITAIRES ET MATERIEAUX

Les prix unitaires du bordereau incluent notamment :

- Les frais de transport, primes, indemnités de panier et de déplacement du personnel et tous frais résultant du lieu d'exécution des travaux.
- Les salaires et les charges sociales.
- Les frais de transport du matériel et de la manutention.
- La dépose des anciens matériaux (si besoin), l'installation et mise en service sur le site de tous les matériels nécessaires, tels que petits échafaudages et en général tous les frais d'installation, de repli et de nettoyage des sites.
- Les frais d'encadrement.
- Les frais de protection des travailleurs conformément à la législation du travail.
- Les frais nécessaires pour assurer la protection des biens et des personnes, notamment :
 - Protection des ouvrages existants maintenus dans leur état.
 - Protection contre les risques d'incendie et de panique.
 - Obligations diverses imposées par la législation et la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité.
- Les frais nécessaires au maintien en parfait état de propreté des locaux dans lesquels il intervient, des lieux avoisinants qu'il souille et de ceux qu'il empreinte pour assurer l'exécution des travaux.
- Les frais nécessaires pour maintenir en permanence l'accès du bâtiment et locaux dans lesquels continueront à s'exercer les activités des occupants.
- **Les frais occasionnés par les études, la préparation du site de l'intervention, la réalisation des plans.**
- **Les frais occasionnés par les études, diagnostics et expertises dans le domaine.**

Choix des matériaux :

Les matériaux proposés par les Titulaires doivent impérativement répondre aux conditions suivantes :

- Toutes les caractéristiques techniques et performances du matériel proposé par le Titulaire,

doivent être au moins équivalentes à celles du matériel qui est cité en exemple dans le BPU.

- L'ensemble des équipements ou produits mis en place doivent être compatible avec l'existant notamment lors de travaux de rajout sur une partie existante ou le remplacement d'un équipement existant (exemple : remplacement partielle de dalle de faux-plafond, rajout de cloison séparatives dans un espace,).
- Le CNRS refuse le matériel proposé s'il ne satisfait pas complètement aux conditions énumérées ci-dessus.

14.2 NORMES ET REGLEMENTS

14.2.1 DTU et Normes

L'exécution des travaux du présent marché devra être conforme aux normes et règlements en vigueur dont les références notées ci-après forment une liste non limitative.

- DTU 25 - Plâtrerie.
- DTU 35.1 - Cloisons amovibles et démontables.
- DTU 45.1 – Isolation thermique des bâtiments frigorifiques et des locaux à ambiance régulée
- DTU 58.1 – Plafonds suspendus modulaires
- NFP 78.201-1 et 2. Vitrerie, miroiterie
- NF A 50.411 & 452 - Aluminium et alliage d'aluminium.
- NF EN 12825 - Planchers surélevés
- DTU 57.1 - Planchers surélevés (à libre accès)

14.2.2 Objectif acoustique

L'isolation acoustique devra respecter la norme NFS 31-080.

Les locaux d'exploitation (type local prise de travail) seront soumis à un niveau « courant » comme défini dans la norme.

Les locaux tertiaires classiques seront soumis à un niveau « performant ».

Le niveau « très performant » fera l'objet d'une demande spécifique du client pour des configurations particulières.

14.3 INSTALLATION PROVISoire

Les Titulaires doivent la fourniture et l'installation de moyens de levages, nacelle ou échafaudage dont l'assise est supérieure à 3m. La mise en œuvre et l'utilisation de ces équipements sera soumis à la fourniture de documents de contrôle et d'autorisation d'utilisation définis dans le Plan de Prévention.

15. CLOISONS PERIPHERIQUES

15.1 CLOISONS EN CARREAUX DE PLATRE

Cloisonnements intérieurs en carreaux de plâtre standard, de dimensions suivant localisation.

Les dispositions de montage seront conformes aux prescriptions du DTU 25.31 et du procès-verbal du fabricant en fonction des degrés de résistance et de tenue au feu requis.

La prestation comprend :

- Pose des carreaux toute hauteur à la colle spéciale faisant l'objet d'un Avis Technique et conformément aux prescriptions du DTU 25.31, y compris toutes sujétions de découpes,

harpages, raidisseurs verticaux et horizontaux. Au droit d'une liaison avec un bâti dormant ou une huisserie, les carreaux seront coupés de façon à ce qu'il n'y ait pas de joint vertical dans le prolongement des montants du bâti ou de l'huisserie.

- Protection des angles saillants par mise en œuvre de baguettes de renfort en acier galvanisé.
- Mise en place, aux jonctions de toutes les cloisons avec les éléments de la structure et conformément à la norme NF P 72.202 de bandes résilientes type phaltex de 10 mm d'épaisseur et de largeur égale à l'épaisseur des carreaux associés. Finition des cueillies par mise en place de bandes à cueillies et enduit poncé en passes multiples.
- Réparation des défauts localisés tels que les épaufrures, bulles, à la colle spéciale avec adjonction ou non de plâtre. L'aspect de surface, ainsi que les planéités générale et locale, seront conformes au DTU 25.31.

Entre deux matériaux de nature différente, fourniture et pose de profils de transition formant joint creux en acier galvanisé.

Dimensions :

- Cloisons de 0,07 m d'épaisseur.
- Cloisons de 0,10 m d'épaisseur.

15.2 CLOISONS EN PLAQUES DE PLÂTRE CARTONNEES BA13

Fourniture et pose de cloisons à parement en plaque de plâtre cartonnée BA 13 vissées sur deux ossatures indépendantes en acier galvanisé d'épaisseur 6/10ème.

Caractéristiques :

- Hauteur : Jusqu'à 3.50m de haut.
- Type d'ossature : Ossature à montant double ML 48-50.
- Répartition des montants : espacement 40 cm.
- Nombre et type de plaques de parement : 1 plaque de plâtre BA13 à bord amincis.

Lorsque qu'une des faces des cloisons sera exposée à une pièce humide, les plaques de plâtre de parement BA13 seront remplacées par des plaques de plâtre BA13 hydrofuges. Adaptations des plaques et exécution des réservations au droit des traversées de parements (canalisations, supports d'appareils sanitaires...).

Réaction au feu du parement : A2 S1 d0 (M0).

Résistance au feu EI 30 (CF 1/2 h).

Indice d'affaiblissement acoustique R_w+C en dB : = 39.

Mode de fixation des ossatures périphériques : Par vissage sur les parois lourdes (béton, maçonnerie) suivant les PV et recommandations du fabricant.

Interposition systématique d'une bande ininterrompue de mousse à cellules fermées de 4mm d'épaisseur entre tous les rails constitutifs de l'ossature de la cloison et leurs appuis de type bande résiliente collée sous la lisse, ou de type bande isolante.

Prise en compte des dispositions particulières dans locaux humides EB+ conformément l'Avis Technique.

Application systématique à la jonction des appuis maçonnés (sens horizontal et vertical) et de la dernière plaque de parement des cloisons, un cordon de mastic acrylique extrudé à la pompe.

Les jonctions entre cloisons légères seront réalisées en respectant la désolidarisation des ossatures entre devront pas créer de ponts phoniques entre les 2 rangées d'ossature.

Toutes les huisseries ou pré-cadres sans exception seront indépendants de l'ossature de ces cloisons. Les plaques de parement viendront ensuite s'emboîter à l'avancement lors de la mise en œuvre.

Traitement des joints entre plaques et cueillies par mise en place de bandes et enduit poncé par passes multiples. Les angles saillants seront traités avec bandes armées.

D'une façon générale, les joints de plaques réalisés dans le prolongement des montants des huisseries

déportées seront à proscrire (risque de fissurations).

Incorporation de renforts métalliques agréés du fabricant au droit des équipements techniques et des équipements immobiliers.

Les travaux s'entendent compris toutes sujétions de mise en œuvre conformément aux ATEC, PV et recommandations du fabricant.

Type de cloisons :

- Plaque de plâtre type BA13 standard.
- Plaque de plâtre type BA13 hydrofuge.
- Plaque de plâtre type BA13 placoflam
- Plaque de plâtre type BA13 placophonique

15.3 ISOLATION THERMIQUE PAR L'INTERIEUR (ITI)

Fourniture et pose d'une isolation thermique par l'intérieur avec une épaisseur d'isolant suffisante pour obtenir un R conforme à l'étude thermique joint au dossier bénéficiant du certificat ACERMI. Le R devra être conforme aux exigences des fiches CEE applicables :

- Performance moyenne $R = 3,7 \text{ m}^2.K/W$
- Performance élevée $R = 5 \text{ m}^2.K/W$

16. CLOISONS SEPARATIVES

16.1 CLOISONS PLEINE TOUTE HAUTEUR

Fourniture et pose d'une cloison toute hauteur ininterrompue du plancher bas au plancher haut dans la limite de 3,5 m de hauteur. Cette cloison est constituée de deux plaques de plâtre de part et d'autre du rail d'ossature.

Parements : Mise en œuvre d'une plaque plâtre selon type détaillé ci-après à bords amincis. Lorsque cette plaque sera exposée à une pièce humide, elle sera remplacée par une plaque hydrofuge. Il est à noter que Le Titulaire devra passer en plaque à 4 bords amincis dès lors que la hauteur de la paroi dépassera une hauteur de plaque.

Ossature : Pose, toute hauteur entre dalles, des ossatures indépendantes constituées de rails haut en bas de type M90 et montants en acier galvanisé de 6/10ème de type M90. Le nombre et l'entraxe des montants seront fonction des hauteurs à franchir en fonction des niveaux. Les ossatures seront constituées au minimum de rails hauts et bas avec montants simples. Dans tous les cas, le Titulaire se devra de respecter les prescriptions du fabricant pour répondre aux exigences techniques.

Isolant : le doublage sera composé d'un matériau isolant constitué de panneaux semi-rigides en laine minérale avec un R conforme au besoin.

Traitement des joints : Traitement des joints entre plaques par mise en place de bandes et enduit poncé par passes multiples. Les angles saillants seront traités avec bandes armées. D'une façon générale, les joints de plaques réalisés dans le prolongement des montants des huisseries déportées seront à proscrire (risque de fissurations).

Incorporation et scellements : le Titulaire n'aura pas à sa charge l'incorporation et le scellement des pré-cadres, bâtis et huisseries fournis par le lot Menuiseries Intérieures.

Cependant, toutes les sujétions de renforcements des cloisons nécessaires seront exécutés à charge du présent Marché. Le Titulaire devra également inclure dans son offre les adaptations à effectuer aux droits des aménagements spécifiques (sanitaires, mains courantes, serrurerie, ...).

Sujétions diverses : Le Titulaire devra tenir compte des joints de dilatation et des joints de fractionnement, conformément aux normes et réglementations en vigueur.

Coordination : Le Titulaire devra se coordonner avec les autres intervenants sur le chantier, notamment pour le passage des fourreaux et autres réservations qui resteront à la charge du présent lot.

Avis techniques : Le Titulaire devra le montage et l'exécution conformément aux Avis Techniques de pose du fabricant.

Type de cloisons :

- Plaque de plâtre type BA13 standard.
- Plaque de plâtre type placophonique avec affaiblissement acoustique de 42 dB.
- Plaque de plâtre type pare-flamme 1h
- Plaque de plâtre type BA13 coupe-feu 1 h

16.2 BLOC-PORTE ÂME PLEINE A PEINDRE

Fourniture et pose de blocs portes standards à âmes pleine d'épaisseur 40mm pré-peintes, avec :

- Huisserie métalliques ou bois exotiques à épaisseur des murs avec habillage de 40mm x 8 mm en sapin.
- Ferrage 4 gonds minimum et mise en jeu.
- bec de cane, serrure pour cylindre européen et plaque de propreté en acier chromé.
- Un vantail ouvrant et un semi fixe pour les portes double ou tiercée.
- Sur vantail semi fixe, fourniture et pose de crémones apparentes à aiguiller, en partie haute et basse.
- Résistance au feu : CF 1h.
- Ferme porte groom.

Dimensions :

- simple vantail 0,63 x 2,10 m
- simple vantail 0,73 x 2,10 m
- simple vantail 0,83 x 2,10 m
- simple vantail 0,93 x 2,10 m
- simple vantail 1,03 x jusqu'à 2,10 m
- tierce 123 (0,83 + 0,40) x 2,10 m
- double 146 (0,73 + 0,73) x 2,10 m
- double 166 (0,83 + 0,83) x 2,10 m

Pour les portes coupe-feu, le PV de résistance au feu est à fournir au CNRS.

16.3 BLOC-PORTE ÂME PLEINE STRATIFIE

Fourniture et pose de blocs portes standards à âmes pleine d'épaisseur 40mm stratifiées, avec :

- Huisserie métalliques ou bois exotiques à épaisseur des murs avec habillage de 40mm x 8 mm en sapin.
- Ferrage 4 gonds minimum et mise en jeu.
- bec de cane, serrure pour cylindre européen et plaque de propreté en acier chromé.
- Un vantail ouvrant et un semi fixe pour les portes double ou tiercée.
- Sur vantail semi fixe, fourniture et pose de crémones apparentes à aiguiller, en partie haute et basse.

- Résistance au feu : CF 1h.
- Ferme porte groom.

Dimensions :

- simple vantail 0,63 x 2,10 m
- simple vantail 0,73 x 2,10 m
- simple vantail 0,83 x 2,10 m
- simple vantail 0,93 x 2,10 m
- simple vantail 1,03 x jusqu'à 2,10 m
- double 146 (0,73 + 0,73) x 2,10 m
- double 166 (0,83 + 0,83) x 2,10 m
- tierce 123 (0,83 + 0,40) x 2,10 m

16.4 Oculus

Fourniture et pose de blocs portes avec oculus rectangulaire de diamètre minimale 250 mm selon les différents types de bloc portes décrit ci-avant.

Pour les portes coupe-feu, le PV de résistance au feu est à fournir au CNRS.

17. FAUX-PLAFONDS

L'isolation acoustique devra respecter la norme NFS 31.080. Les ouvrages réalisés intègrent la réglementation relative à la sécurité incendie lié aux bâtiments incombés par les travaux (ERPO, code du travail).

17.1 PLAFOND SUSPENDU FIBRE MINERALE

Fourniture et pose de plafonds suspendus démontables constitués à l'aide de dalles en laine de verre haute densité, fixées sur ossature métallique apparente.

17.1.1 Plafond suspendu en dalle de fibre minérale – type « base »

Dalles de plafonds :

- Finition : Dalles en laine de verre de haute densité finies en usine.
- Epaisseur : 40 mm.
- Dimensions : 600 x 600 mm.
- Bord : Bord à bord affleurant
- Classement au feu : M2 (Euroclasse C – s1).
- Couleur claire.

Suspentes et ossatures :

- Ossatures cachées en acier galvanisé laqué blanc de type T de 24 mm.
- Suspentes réglables par tiges filetées fixées mécaniquement en sous face de planchers béton, compris cales de rive, entretoises, porteurs, clips de maintien.

De plus, au droit des pléniums de grande hauteur, le Titulaire du présent marché prévoira la fourniture et pose d'ossatures porteuses complémentaires conformément aux prescriptions du DTU n°58.1.

Points singuliers :

- Adaptation et calepinage des trames d'ossature.
- Les feuillures des plaques hors format seront reconstituées selon les prescriptions du fabricant.
- Les plaques seront toutes maintenues par clips de maintien afin d'éviter qu'elles ne se soulèvent, lors du nettoyage notamment.
- Façon de découpes au droit de toute percussion, quelle qu'elle soit (voiles et cloisons ...), pour incorporation des luminaires et incorporation d'appareillage divers.

17.1.2 Plafond suspendu en dalle de fibre minérale – type M0

Dalles de plafonds :

- Finition : Dalles en laine de verre de haute densité finies en usine.
- Epaisseur : 40 mm.
- Dimensions : 600 x 600 mm.
- Bord : Bord à bord affleurant.
- Classement au feu : M0 (A2 S1 d0).
- Couleur : claire.

Suspentes et ossatures :

- Ossatures apparentes en acier galvanisé laqué blanc de type T de 24 mm.
- Suspentes réglables par tiges filetées fixées mécaniquement en sous face de planchers béton, compris cales de rive, entretoises, porteurs, clips de maintien.
- Cornières de rives en acier galvanisé laqué blanc.
- Profils métalliques en acier laqué blanc formant joints creux à la liaison des plafonds suspendus de natures différentes et des jouées ou retombées de plafonds suspendus.

De plus, au droit des plénums de grande hauteur, le Titulaire du présent marché prévoira la fourniture et pose d'ossatures porteuses complémentaires conformément aux prescriptions du DTU n°58.1.

Points singuliers :

- Adaptation et calepinage des trames d'ossature.
- Les feuillures des plaques hors format seront reconstituées selon les prescriptions du fabricant.
- Les plaques seront toutes maintenues par clips de maintien afin d'éviter qu'elles ne se soulèvent, lors du nettoyage notamment.
- Façon de découpes au droit de toute percussion, quelle qu'elle soit (voiles et cloisons ...), pour incorporation des luminaires et incorporation d'appareillage divers.

17.1.3 Plafond suspendu en dalle de fibre minérale – type phonique

Dalles de plafonds :

- Finition : Dalles en laine de roche finies en usine.
- Epaisseur : 20 mm.
- Dimensions : 600 x 600 mm.
- Bord : Bord A 15.
- Classement au feu : M2 (Euroclasse C – s1).
- Absorption acoustique : $a_w = 1.00$ sur plénum d'au plus 300 mm.
- Taux de réflexion à la lumière : 85%.

Suspentes et ossatures :

- Ossatures apparentes en acier galvanisé laqué blanc de type T de 15 mm.
- Suspentes réglables par tiges filetées fixées mécaniquement en sous face de planchers

béton, compris cales de rive, entretoises, porteurs, clips de maintien.

- Cornières de rives en acier galvanisé laqué blanc.
- Profils métalliques en acier laqué blanc formant joints creux à la liaison des plafonds suspendus de natures différentes et des jouées ou retombées de plafonds suspendus.

De plus, au droit des pléniums de grande hauteur, le Titulaire du présent marché prévoira la fourniture et pose d'ossatures porteuses complémentaires conformément aux prescriptions du DTU n°58.1.

Points singuliers :

- Adaptation et calepinage des trames d'ossature.
- Les feuillures des plaques hors format seront reconstituées selon les prescriptions du fabricant.
- Façon de découpes au droit de toute percussion, quelle qu'elle soit (voiles et cloisons ...), pour incorporation des luminaires et incorporation d'appareillage divers.

17.2 DALLES DE PLAFONDS

Dépose soignée et évacuation des dalles existantes. Fourniture et pose de dalles sur structure existante.

17.3 ISOLATION THERMIQUE

L'épaisseur d'isolant devra être suffisante pour obtenir un R conforme à l'étude thermique joint au dossier bénéficiant du certificat ACERMI et aux exigences des fiches CEE applicables.

17.3.1 Panneaux d'isolant

Fourniture et pose d'une isolation par pose de panneaux de laine de verre fixés sur la dalle du plancher haut par des chevilles spéciales pour isolation. Pour chaque panneau, les chevilles seront utilisés à ses extrémités et une au centre. Le Titulaire appliquera un adhésif de finition aux jonctions des panneaux.

Si une isolation était déjà présente, elle sera à retirer avant la pose de la nouvelle.

Epaisseur des panneaux :

- Performance faible = 120 mm pour une résistance R de 3 m².K/W
- Performance correcte = 240 mm pour une résistance R de 6 m².K/W

17.3.2 Projection

Fourniture et projection de ouate de cellulose sur le plancher. Si le plancher n'est pas étanche à l'air, il devra être recouvert d'un pare-vapeur avant de recevoir l'isolant.

L'isolant ne doit pas être en contact direct avec les éléments pouvant dégager de la chaleur. Le titulaire devra la mise en place d'un coffrage ou écran de protection autour des conduits de fumées (espace minimum de 18 cm) et des dispositifs d'éclairage encastrés.

Dans le cas de rampants, en partie basse, si la hauteur sous la couverture est inférieure à l'épaisseur de ouate de cellulose à mettre en œuvre il y a un risque que l'isolant soit en contact avec la couverture. Il convient alors de protéger la couverture en fixant en sous face des chevrons un lé de frein vapeur ou de pare-pluie afin d'éviter tout contact entre la ouate de cellulose et la couverture.

Dans le cas des trappes d'accès, le cadre réalisé doit être isolé avec un isolant manufacturé de résistance thermique au moins égale à celle de l'épaisseur de ouate mise en œuvre. Le Titulaire installera une réhausse rigide au-dessus de la trappe. Il se rapprochera du Client pour la question de la création d'un cheminement non prévu dans cette prestation.

Epaisseur à projeter :

- Performance moyenne = 230 mm pour avoir un R de 6 m².K/W
- Performance élevée = 345 mm pour avoir un R > 8 m².K/W

17.4 FAUX PLAFOND EN PLAQUE DE PLÂTRE

Fourniture et pose de plaque de plâtre en plafond sur ossature par suspente et rail d'ossature.

Parements : Mise en œuvre d'une plaque plâtre selon type détaillé ci-après à bords amincis sur les 4 bords.

Ossature : Pose, sur la totalité du plafond, des suspentes adaptées aux supports, des cornières en périphérie des murs, des ossatures indépendantes constituées de rails haut en acier galvanisé de 6/10ème de type Stil F530. Dans tous les cas, le Titulaire se devra de respecter les prescriptions du fabricant pour répondre aux exigences techniques.

Traitement des joints : Traitement des joints entre plaques par mise en place de bandes et enduit poncé par passes multiples. Les angles seront traités avec bandes armées.

Sujétions diverses : Le Titulaire devra tenir compte des joints de dilatation et des joints de fractionnement, conformément aux normes et réglementations en vigueur.

Coordination : Le Titulaire devra se coordonner avec les autres intervenants sur le chantier, notamment pour le passage des fourreaux et autres réservations qui resteront à la charge du présent lot.

Avis techniques : Le Titulaire devra le montage et l'exécution conformément aux Avis Techniques de pose du fabricant.

Type de plafond :

- Plaque de plâtre type BA13 standard.
- Plaque de plâtre type placophonique avec affaiblissement acoustique de 42 dB.
- Plaque de plâtre type pare-flamme 1h
- Plaque de plâtre type BA13 coupe-feu 1 h

17.5 FAUX-PLANCHER TECHNIQUE

17.5.1 Dalle de plancher surélevée brute

Fourniture, pose et réglage de planchers surélevés comportant les caractéristiques techniques suivantes :

- Module : 600 x 600 x 30 mm.
- Hauteur libre du plénum dans les niveaux courants : Conformément aux indications des plans.
- Classement au feu : M1 certifié par PV d'essais.
- Classification : Classe 1 minimum selon la norme NF EN 12825. Celle-ci pourra être supérieure pour les planchers destinés à recevoir des charges importantes. Classe de flèche : A – Flèche maximale : 2,5 mm.
- Charges d'exploitation maximum à supporter : 800 daN/m².

Les dalles seront constituées :

- Bac en tôle d'acier traité de 0.5 mm d'épaisseur avec remontées sur 4 quatre côtés.
- D'une âme en panneau modulaire constitué d'un panneau de particules de bois agglomérées à haute densité. Bac en tôle d'acier traité de 0.5 mm d'épaisseur avec remontées sur 4 quatre côtés.
- Finition de surface : Surface livrée « brute » permettant la mise en place des revêtements de sols souples sans préparation particulière.

17.5.2 Dalle de plancher surélevée stratifiée

Fourniture et pose sur dalle béton de planchers surélevés à accès libre. Les conditions particulières d'exécution sont définies aux articles ci avant des prescriptions générales.

Les caractéristiques des planchers sont :

- Module : 600 x 600 mm.
- Hauteur libre du plénum : Conformément aux indications des plans.
- Classement au feu : M1 certifié par un PV d'essais au feu.
- Classification : Classe 2 minimum selon la norme NF EN 12825. Celle-ci pourra être supérieure pour les planchers destinés à recevoir des charges importantes.
- Charges d'exploitation maximum à supporter : 800 daN/m².

Dalles de 600 x 600 mm livrées revêtues d'un stratifié laminé haute pression. Ces dalles seront toutes amovibles et seront interchangeables entre elles et reposeront sur les vérins et traverses supports comme décrit ci-après.

Les dalles seront constituées :

- Bac en tôle d'acier traité de 0.5 mm d'épaisseur avec remontées sur 4 quatre côtés.
- D'une âme en panneau minéral de 30 mm d'épaisseur minimum classée M1, recevant en usine un revêtement en stratifié laminé haute pression 20/10^{ème} épaisseur, teinte suivant choix du demandeur dans la gamme complète du fabricant.

18. CARRELAGE INTERIEUR

Le montant des fournitures (carreaux de carrelages, plinthes et faïences) est basé sur un prix au m² maximum (prix fournisseur remise déduite). Dans le cadre de sa réponse, le Titulaire doit fournir un catalogue de produit rentrant dans ces conditions.

18.1 CARRELAGE EN GRE CERAME

La prestation comprend :

- Fourniture et pose d'un ragréage sur les sols intérieurs neufs ou anciens avant la pose de revêtement
- Implantation et traçage,
- Pose scellée au sol des carreaux en partie courante à la règle à bain de mortier dans les conditions du DTU n° 52 "Revêtement de sol scellé". Compris forme de pente.

La pose sera effectuée en respectant les principes d'évacuation vers les siphons de sol répartis dans les locaux.

La prestation inclut toutes sujétions de découpes au droit des émergences de plancher, ainsi que l'habillage des socles, rampes, banquettes intégrées dans les revêtements.

- Garnissage des joints à l'aide d'un coulis de ciment pur. L'emploi de produits de coloration des joints sera accepté sous réserve des Avis Techniques et de la comptabilité avec le revêtement en carrelage.
- Exécution des réservations au droit des traversées de revêtement de sol en carrelage.
- Exécution des joints spécifiques de mouvement et de fractionnement, des joints périmétriques et des joints courants.

Fourniture et pose de revêtements de sol en carrelage constitué de carreaux de grés cérame. Les teintes sont au choix de la MOA dans la gamme complète du fabricant.

Caractéristique des carreaux :

- Classement UPEC : U4 P3 E3 C2.

- Dimensions : Tout type de dimension.
- Finition : non émaillé.
- Pose : BS-1 p/m².

18.2 PLINTHES EN GRE CERAME

Fourniture et pose de tout type de plinthes à gorge fine :

- Largeur : 15cm, 20cm, 30cm.
- Hauteur : jusqu'à 10 cm ht.

18.3 FAÏENCE EN GRE CERAME

Pose collée au mortier colle hydrofuge agréé par le fabricant sous Avis Technique. Le mortier colle utilisé devra être Titulaire de la certification "CERTIFIE CSTB".

Joints réalisés au mortier hydrofuge agréé par le fabricant de teinte au choix du Maître d'œuvre. Le mortier utilisé devra être Titulaire de la certification "CERTIFIE CSTB".

Sujétions particulières :

- Fourniture et pose de profilés d'angles (inox, PVC ou autre), à chaque angle saillant sur toute leur hauteur.
- Suivant nécessité technique, classement des locaux et notamment dans les douches, application préalablement à la pose des revêtements muraux sur l'emprise totale des supports de toutes natures confondues, d'un traitement hydrofuge à base de résine synthétique en dispersion aqueuse.
- Façons de découpes et d'entailles au droit des appareillages.

Le Titulaire devra fournir un dossier d'exécution comportant la nature de la paroi, la porosité du carreau et l'Avis Technique du mortier de colle.

Fourniture et pose revêtements muraux en gré céramé :

- Dimensions : Tout type de dimension

Dans le cas d'une pose dans une pièce humide ou sur des plaques de plâtres hydrofuges, le Titulaire mettra en œuvre une étanchéité liquide classé SE 3. Le dispositif comprend l'application successive :

- D'un primaire,
- Du traitement des points singuliers tels que les angles et pénétrations par mise en place de bande de pontage armée et trame de renfort AT 75.
- Du complexe appliqué en deux couches successives.

19. MARCHE SUBSEQUENT

Dans le cadre du présent Marché, le CNRS peut solliciter le Titulaire pour des prestations hors bordereau de prix. Ces prestations font l'objet d'une expression de besoin écrite par le CNRS et donneront lieu, après analyse de l'offre, à un bon de commande du CNRS.

Les prix des prestations sont calculés sur la base des taux horaires et des coefficients sur la fourniture prévue dans le Bordereaux des Prix Unitaires du présent Marché.

Les fournitures de matériel, matériaux et frais divers seront réglées sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur (remise déduite) affectés du coefficient d'entreprise contractuel figurant au Bordereaux des Prix Unitaires.

Dans le cadre des marchés subséquents, la prestation globale sollicitée par le CNRS peut intégrer des prestations contenues dans le bordereau de prix et hors bordereau de prix.

Pour cela, le Titulaire doit soumettre au CNRS des devis contenant au minimum les informations suivantes :

- la nature des travaux à exécuter,
- nombre d'heure d'intervention pour la prestation
- taux horaire issu du Bordereaux des Prix Unitaires avec rappel de la qualification de ou des intervenants,
- coût unitaire des fournitures de matériel et matériaux,
- les coefficients d'entreprise appliqués (selon le Bordereau des prix Unitaires).

15 Les devis ne seront pas recevables par le CNRS si ces informations n'y figurent pas.

20. TAUX DE REMISE

Le Titulaire appliquera un taux de remise sur les commandes dépassant un montant total Hors Taxe dont le seuil est défini dans le BPU.

21. TABLE DES ANNEXES

- Annexe 1 : plan circonscription DR04